



Après la victoire de Trump et les attaques que cela annonce, c'est sur le terrain de la lutte de classe que se joue l'avenir!

Donald Trump a donc été réélu président des États-Unis. Et, cette fois, il obtient non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Il conquiert en même temps la majorité au Sénat et conservera probablement la majorité à la Chambre des députés.

Une élection qui se traduira par la poursuite des attaques contre les classes populaires dont le pouvoir d'achat a déjà été miné par l'inflation. L'élection d'un homme coupable de viol est une insulte à toutes les femmes ; d'un homme ayant tenu des propos racistes, une menace pour tous les travailleurs migrants et, au-delà, pour tous les travailleurs. Mais il faut aussi se demander pour quelles raisons des travailleurs noirs ou latino-américains se sont détournés d'une femme candidate noire se réclamant, verbalement au moins, du monde du travail.

Un désaveu de la politique de Biden plus qu'une approbation de celle promise par Trump

Arrivé au pouvoir il y a quatre ans alors qu'on n'était pas encore sorti de la crise du Covid, Biden a mobilisé des centaines de milliards pour subventionner les grandes entreprises. Mais, face à l'inflation qui a rongé le pouvoir d'achat des classes populaires, rien n'a été fait. Après avoir dénoncé la politique raciste de Trump vis-à-vis de l'immigration, Biden-Harris ont durci les conditions de séjour et d'expulsion vis-à-vis des migrants arrivant du Mexique. Et, face à une police raciste qui continue de persécuter, voire tuer, les Noirs, rien n'a été fait non plus, dans la lignée de l'inaction de Barak Obama.

Sur le plan international, Biden a prolongé la politique agressive de l'administration Trump vis-à-vis de la Chine, l'intensifiant même avec des menaces militaires à propos de Taïwan. Biden a poursuivi sa politique d'affaiblissement de la Russie à travers la guerre en Ukraine. Et il a ouvert des crédits illimités pour soutenir la politique génocidaire de Netanyahu à Gaza et, aujourd'hui, au Liban, malgré le risque que, demain, la guerre s'étende dans tout le Moyen-Orient.

Trump : une autre politique en faveur de la bourgeoisie américaine

Trump est peut-être incohérent, mais, derrière lui, il y a des équipes qui ne sont pas constituées d'illuminés, qui défendent une politique, à l'international comme sur le plan intérieur.

Sur le plan international, il mènera sans doute une politique brutale, décomplexée, exigeant l'ouverture des marchés des autres tout en dressant des barrières douanières à l'entrée des États-Unis. Renouer avec Poutine, dont l'impérialisme dans son ensemble a besoin pour faire régner l'ordre dans une partie du monde, fait partie des options possibles de la bourgeoisie américaine. Le peuple ukrainien ne compte pas plus pour Trump que pour Biden.

Sur le plan intérieur, derrière Trump, il y a, entre autres, un Elon Musk, un libertarien, partisan de l'effacement quasi complet de l'État devant les entreprises capitalistes. Trump lui a promis de le charger de la réforme de l'État – et l'on voit dans l'Argentine de Milei à quel point des dirigeants libertariens peuvent s'en prendre aux services publics, aux budgets sociaux, à tout ce qui permet aux classes populaires de garder un peu la tête hors de l'eau.

La lutte de classe, elle, n'a pas dit son dernier mot !

Mais les travailleurs, eux, ont déjà entamé le combat contre la ruine de leur pouvoir d'achat. Des combats victorieux, non seulement dans l'automobile l'an dernier, mais il y a seulement deux jours dans l'aéronautique, avec la victoire des travailleurs de Boeing qui ont obtenu 38 % d'augmentation de leurs salaires sur quatre ans.

Face à la nouvelle administration américaine et au patronat qui, lui, ne change pas, les travailleurs n'auront d'autre choix que de se battre sur le seul terrain où, pour eux, les dés ne sont pas pipés par avance : la lutte de classe.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 6 novembre 2024



Brèves



CE BULLETIN EST LE TIEN, N'HESITES PAS À LE DIFFUSER ET À NOUS CONTACTER POUR PROPOSER DES IDÉES

Extension du socle commun des formations : une attaque contre les métiers du social

Le président de la Commission Professionnelle Consultative « cohésion sociale et santé », Manuel Péliissé, a annoncé une nouvelle refonte des diplômes à l'horizon 2026. Son objectif serait notamment d'instaurer des modules et blocs communs indépendamment du niveau et du diplôme, puis deux autres bloc regroupant les élèves de même niveau ou de même diplôme.

Il se place ainsi dans la continuité des réformes de 2007 et 2017 qui visaient à augmenter la polyvalence des métiers, tout en les déqualifiant. Le remplacement, en 2007, de la notion de « qualification » par celle, issue du monde de l'entreprise, de « compétence » était déjà destinée à augmenter la flexibilité de la main-d'œuvre. En 2017, face à la mobilisation des salarié.e.s et étudiant.e.s du social, le gouvernement avait du renoncer à créer un diplôme unique du travail social. Cette réforme avait toutefois renforcé l'uniformisation des métiers avec un socle commun mais aussi une possibilité de diviser les stages longs sur plusieurs sites, remettant parfois en cause leur gratification.

Dans un entretien au Media Social, Manuel Péliissé assume poursuivre cet objectif d'uniformisation : « Il est probablement fini, le temps où un assistant de service social ou une monitrice-éducatrice le restait tout au long de sa carrière. Aujourd'hui on peut, et on doit sans doute, basculer de l'animation à la médiation, ou à l'éducatif, puis éventuellement à l'hôpital... ». Outre la casse des métiers et des acquis qui y sont liés dans les conventions collectives, ce projet ouvre la porte à une individualisation des salaires avec l'introduction d'une part variable de salaire au gré de l'employeur. C'est sûrement ce caractère ouvert de l'attaque qui le pousse à affirmer que « des avancées peuvent se construire à partir de dissensus ». En effet il n'y aura pas d'autre chemin que la grève et la mobilisation pour faire reculer ces attaques !

A l'ESM de Grenoble, un transfert qui passe mal !

Dans un contexte de concurrence entre mutuelles de santé, montrant toute l'horreur de la marchandisation de la santé, la MGEN a créé en VYV pour rester concurrentielle, et a signé en 2017 un accord prévoyant le transfert de l'ensemble des 35 établissements de santé nationaux et des 4000 salariés qui y travaillent vers les nouvelles structures de VYV. A Grenoble, ce sont pas moins de 20 travailleurs de la MGEN qui accueillent des patients à l'hôpital de jour de santé mentale de Grenoble (ESM).

Problème ? Les travailleurs de la MGEN s'inquiètent (et à raison!) d'une possible perte de leurs acquis sociaux durant le transfert. Elles et ils appellent à une grève nationale ce mardi 5 Novembre, pour défendre leurs acquis sociaux... et peut-être en gagner de nouveaux ?

Mais qui va signer nos carences ?

Le gouvernement vient de dégainer une nouvelle attaque pour gaspiller quelques centaines de millions : passer d'un à trois le nombre de jours de congés maladie non pris en charge par la Sécu pour les fonctionnaires et baisser à 90% la rémunération dudit congé quand il se prolonge !

D'après les mensonges gouvernementaux, les fonctionnaires abuseraient des congés maladies... Cette vieille démagogie vise tou.te.s les salarié.e.s. D'abord celles et ceux du public sur le dos desquel.le.s le gouvernement

veut faire des économies en évitant d'embaucher du personnel pour assurer les remplacements. Mais aussi du privé : en 2011 François Fillon avait tenté d'y ajouter un quatrième jour de carence tandis qu'un rapport présenté en 2019 par Édouard Philippe préconisait d'imposer un jour de carence y compris lorsque des accords d'entreprises prévoyaient sa prise en charge par l'entreprise ! Si aujourd'hui les arrêts maladies existent, et que des collègues ne sont pas remplacés, c'est bien parce que nos conditions de travail se dégradent, dans le public comme dans le privé.

Grève à Émergences (Rouen) : le social menacé, le social mobilisé !

Mardi 29 octobre, les salarié.e.s de Émergences se sont de nouveau mis en grève et une trentaine se sont rassemblés devant les locaux de la direction. Les 330 salarié.e.s de cette association accompagnent 3000 personnes et en hébergent 500. En déficit de 900 000€ à cause d'un sous-financement chronique de la part de l'État et du Conseil Départemental, l'association menace de nouvelles suppressions de postes et de fermetures de structures d'accueil, aux locaux parfois vétustes. À cela s'ajoute une réforme de l'hébergement d'urgence aux particuliers (le « 115 ») dont la préfecture de Seine-Maritime a baissé le prix de financement d'une nuitée.

Les grévistes ont montré aussi leur inquiétude à propos du versement de la prime « Ségur » : la rétroactivité sur 6 mois prévue par l'accord de juin dernier n'est pas appliquée, une perte de 1000 euros pour 70 salarié.e.s ! La direction promet de payer, en faisant des économies ailleurs puisque le conseil départemental refuse de financer sans compensation de l'État. Vers Rouen également, l'ONM (l'Oeuvre normande des mères), en déficit de 500 000€ menace de fermeture une structure. Une politique générale de casse du social est à l'œuvre depuis plusieurs années, le gouvernement actuel veut l'accentuer avec la complicité des pouvoirs locaux... Plus que jamais, c'est donc toutes et tous ensemble que celles et ceux du social vont devoir lutter !

Sous-effectif et manque de moyens dans le social : une politique criminelle !

Alors que le gouvernement prévoit 10 milliards de coupes budgétaires pour le social et le médico-social, un article de Street-Press vient illustrer les conséquences du manque de moyens dans les Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS). Huits salarié.e.s de la MECS So Green de Saint-Avold en Moselle y décrivent des situations de mise en danger graves, impliquant souvent d'autres éducateurs, et laissées sans suite par l'association Moissons Nouvelles et le département de la Moselle.

Une plainte aux prud'hommes et au pénal à été déposée par les salarié.e.s, dont la majorité à quitté le foyer ou été licencié. Ils continuent de se mobiliser pour des moyens financiers et humains supplémentaires pour la protection de l'enfance. Leur action comme d'autres grèves, à l'image de celle menée mardi 5 novembre vers Toulouse par une trentaine de salarié.e.s de la Maison de la Solidarité d'Aucamville, montre la voie à suivre pour imposer des moyens à la hauteur des besoins dans le social et le médico-social !

RASSEMBLEMENT CONTRE LES FERMETURES D'ENTREPRISES DEVANT VENCOREX, RUE LAVOISIER PONT-DE-CLAIX, JEUDI 7 NOVEMBRE, 13h30

REUNION PUBLIQUE NPA JEUNES REVOLUTIONNAIRES QUELLE STRATEGIE FACE AUX ATTAQUES TRANSPHOBES ? ARSH (CAMPUS) - 18h

MANIFESTATION CONTRE LE GENOCIDE EN PALESTINE ET L'ESCALADE GUERRIERE DE L'ETAT D'ISRAEL FELIX POULAT (GRENOBLE) - 14h30 SAMEDI 9 NOVEMBRE